

De quels pays la France dépend-t-elle pour l'énergie nucléaire ?

Si l'indépendance énergétique française grâce au nucléaire est un argument souvent mis en avant par la filière et les pouvoirs politiques, elle n'en reste pas moins dépendante des mines d'uranium... qui se trouvent hors du pays. Alors, où la France s'approvisionne-t-elle ?

L'uranium est l'élément radioactif naturel indispensable à la production d'[énergie nucléaire](#). Et pour cause, l'extraction d'uranium est la première étape du cycle du combustible nucléaire. Mais si la France ne dispose plus de mines d'uranium depuis 2001, où se le procure-t-elle désormais ?

Quels sont les pays qui fournissent l'uranium à la France ?

En 2020, l'énergie nucléaire est la première source d'énergie en [France](#). Elle est suivie par le pétrole brut (29,3%), le gaz naturel (15,5%); les [énergies renouvelables](#) (12,7%), et enfin, les combustibles fossiles solides (2,4 %). Conséquence de la guerre en Ukraine, la part d'énergie renouvelable a augmenté dans l'Union européenne, où près d'un quart de l'électricité produite provient du solaire et de l'éolien. Mais en France, l'énergie nucléaire reste largement dominante puisqu'elle représente 41 % de la production énergétique totale. En février 2021, Emmanuel Macron annonçait même la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires existantes et la construction de six EPR 2, invoquant notamment l'argument de la "[souveraineté](#)" nationale.

Selon le ministère de la transition écologique, le taux d'indépendance énergétique du pays atteint 55,3 % en 2020. Autrement dit, la moitié de l'énergie consommée en France serait produite sur le territoire. Oui mais, un petit "tour de passe-passe" statistique, explique [Les Décodeurs du Monde](#), revient à prendre en compte la chaleur émise par le réacteur comme énergie primaire, et non pas le combustible utilisé. Or, la filière reste plus que jamais dépendante des importations d'uranium pour alimenter les 56 réacteurs nucléaires des 18 centrales d'EDF. Et depuis 2001, date à laquelle les dernières mines d'uranium ont fermé sur le territoire français, le métal lourd est intégralement importé. D'après les chiffres obtenus par le Monde auprès du comité technique Euratom (CTE), entre 2005 et 2020, les 138 230 tonnes d'uranium naturel importées vers la France provenaient en grande partie des quatre pays suivants :

1. [Kazakhstan](#) : 27 748 tonnes (soit 20,1 %) ;
2. Australie : 25 804 (18,7 %) ;
3. [Niger](#) : 24 787 (17,9 %) ;
4. [Ouzbékistan](#) : 22 197 (16,1 %).

Une indépendance énergétique grâce au nucléaire... limitée

Des données qui "*montrent néanmoins davantage l'activité d'Orano (ex-Areva) en matière d'enrichissement d'uranium naturel que l'origine précise du combustible chargé dans les centrales françaises*", avertit le quotidien. De fait, le minerai passe par 4 grandes étapes constituant l'aval du cycle du [combustible nucléaire](#) : l'extraction et la concentration sous forme de yellow cake ; la conversion ; l'enrichissement ; et la fabrication des pastilles de combustible. Le tour de passe-passe consiste donc à prendre en compte l'origine du pays où il a été enrichi, et non celui dont il est extrait. Difficile donc d'obtenir des statistiques précis et fiables sur la provenance des pays d'extraction et la quantité des importations.

Au delà de l'uranium, l'alimentation des réacteurs nucléaires française exige également des "assemblages combustibles" importés d'une usine allemande, elle-même alimentée en hexafluorure d'uranium... par la Russie. La France dépend donc également de la Russie pour l'approvisionnement et la transformation de l'uranium. Le territoire russe reçoit d'ailleurs une partie des déchets radioactifs issus du "retraitement des combustibles usés".

Quelles sont les conséquences de l'exploitation des mines d'uranium ?

L'exploitation des gisements d'uranium n'est pas sans conséquences sur les populations et l'environnement. Depuis 2002, l'ONG Aghir In'man mène un combat pour que soient reconnues et prises en compte les conséquences environnementales et sanitaires de l'exploitation des mines d'Arlit. Interrogé par [FranceInfo](#), son fondateur et président Almoustapha Alhacen pointe du doigt l'impact des activités d'extraction de l'uranium au Niger, dont près de 30% est exploité par la multinationale française par Orano (ex-Areva), et le silence qui règne sur la radioactivité qui persiste.

"Nous avons constaté un certain nombre de maladies à Arlit et dans les campagnes environnantes. Ces maladies, qui touchent les personnes mais aussi les animaux, sont inhabituelles dans cette zone", explique-t-il. "Quarante ans après le début de l'exploitation, Arlit ressemble à des ruines et il y a des millions de résidus exposés à l'air libre, à moins de 5 kilomètres de la ville à vol d'oiseau. Nous avons hérité de la pollution durable", déplore Almoustapha Alhacen. Le film "La colère dans le vent" de la réalisatrice nigérienne Amina Weira, revient sur la menace invisible qui plane dans cette ville ouvrière que l'on appelait autrefois "le second Paris".